

LYNDA CHALKER

Fondatrice et présidente de Africa Matters Ltd ; ancienne ministre britannique pour le Développement international et l'Afrique

Marie-Roger Biloa, présidente, The Africa International Media Group

You stressed the long-standing solidarity between the two rising stars, Africa and Asia, and you mentioned trust, so let me turn to Baroness Lynda Chalker, who has a home in South Africa and is also an honorary citizen of Mozambique. She is the founder and Chairman of Africa Matters Ltd, which is a commercial company, not an NGO, and between 1986 and 1997 was Minister of State at the Foreign and Commonwealth Office. How do you describe the business climate, as you have been around Africa as a businesswoman and a European? Do you feel the trust that Professor Yu Jianmin has mentioned in terms of China-Africa relations?

Lynda Chalker, fondatrice et présidente de Africa Matters Ltd ; ancienne ministre britannique pour le Développement international et l'Afrique

Après plus de trente ans en Afrique, j'ai beaucoup appris, et pas seulement à l'égard de l'engagement chinois, je pense à certains autres également, car les Africains préfèrent le commerce à l'aide au développement, bien qu'ils en aient encore besoin pour la formation et pour des raisons techniques. Ce qui prime toutefois est que l'Asie, en termes d'investissements directs étrangers, a connu une immense évolution ces 10 dernières années. C'est indéniable. Les flux asiatiques s'élevaient à 6,7 % des financements directs étrangers de 1995 à 1999, mais si on observe la période 2000-2008, ils ont augmenté pour atteindre 15,2 %, aussi les flux d'investissement asiatiques vers l'Afrique n'ont-ils cessé d'augmenter, et même encore plus depuis 2008.

Cette implication croissante de l'Asie en Afrique est très précieuse, car il s'agit d'investissements qui portent sur des aspects multiples, notamment des secteurs de moindre importance dont on n'entend pas beaucoup parler, comme les routes rurales, sans lesquelles la production agricole ne pourrait pas atteindre ses marchés. Ce sont des investissements dans le logement, car on observe un exode rural considérable, et les villes constituent les zones à la croissance la plus rapide dans tous les pays, tant en Afrique que dans le monde développé.

On observe également une demande croissante en matière de technologie, et l'utilisation des téléphones mobiles en Afrique pour le transfert d'argent illustre justement ce qui peut être fait pour changer la manière dont s'opèrent les choses. Un besoin considérable de formation subsiste néanmoins, notamment technique, et quand les gens me parlent d'un projet d'infrastructure de type « construire-exploiter-transférer », je leur rétorque toujours qu'il leur manque un terme : construire, exploiter, former et transférer. Car sans la formation, les pays africains n'apprendront rien et ne seront donc pas suffisamment efficaces.

La Corée a étendu son action, et le Forum Corée-Afrique de 2012 a déterminé cinq domaines d'expansion : le programme pour le développement des infrastructures, le programme exhaustif de développement de l'agriculture africaine, le programme de développement industriel en Afrique, la production pharmaceutique et les échanges interafricains. Et il ne s'agit là que d'une partie de la contribution de la Corée, qui ne cesse de croître, notamment en matière de technologie. Nous savons tous que le Japon a beaucoup œuvré, et j'ai fait partie des personnes impliquées dans la toute première conférence d'investissement de Tokyo sur l'aide et le développement avec Madame Ogata. Depuis lors, on observe une attitude radicalement différente à l'égard de la formation, et de fait je travaille avec le ministère japonais des affaires étrangères pour mettre en place certaines structures, ce qu'ils ne font pas seuls. L'Inde travaille également en partenariat avec le Japon pour établir des structures au Kenya, en Tanzanie et en Zambie. Et les entreprises japonaises coopèrent beaucoup en Inde. Par exemple, elles implantent l'entreprise de motorisation Suzuki en Afrique – j'ai de nombreux autres exemples en tête.



Le fait même que la fréquence des conférences sur le leadership en Afrique ait augmenté confirme la volonté de se développer, qu'il s'agisse du pétrole, du gaz, des métaux ou de toute autre activité, et cela est particulièrement le cas au Mozambique. L'Inde s'efforce au maximum de placer sa technologie et sa capacité à former les gens, et l'ambassadeur Wu a mentionné l'exemple de la formation en Éthiopie, que j'ai également observé sur place. L'Inde mène plusieurs opérations de même nature. Par conséquent, nous commençons à observer une réelle combinaison d'expériences partagées de l'Asie vers l'Afrique, ainsi qu'avec des pays tiers.

Je ne veux pas répéter ici tout ce que l'ambassadeur Wu a déjà dit, mais je pense que nous avons désormais franchi un cap dans l'engagement de la Chine en Afrique. Très souvent, par le passé, les fonds africains qui encourageaient les entreprises chinoises à investir étaient l'Ex-Im Bank pour les échanges, les crédits aux exportations et les garanties, et les banques de développement qui accordaient des financements non concessionnels, mais désormais, on assiste à un partage de connaissances beaucoup plus étendu avec les Africains pour le développement dans leurs propres pays – c'est une avancée plus que bienvenue.

Nous continuons de faire face à de nombreux défis et je suis sûre que Nathalie en évoquera certains. Mais je dois dire que nous venons progressivement à bout de certains problèmes de corruption. Il est à noter par exemple que le Nigéria dispose désormais d'un système anticorruption dans le secteur privé, parce que la philosophie qui est la mienne depuis l'époque où j'ai aidé à mettre en place Transparency International, c'est que vous devez faire en sorte que le secteur privé se comporte de manière transparente et honnête si vous voulez qu'un jour le secteur public dans ces pays se comporte lui aussi de manière transparente et honnête. Nous insistons toujours de notre côté sur un degré élevé de transparence et, quand nous avons des doutes sur les investisseurs, nous ne les passons pas sous silence. Nous évoquons d'abord ces doutes auprès des personnes concernées, mais aussi auprès des investisseurs potentiels, afin d'éviter que l'argent ne s'évapore.